

Cahier des Clauses Administratives Particulières Procédure n°2025-2502067001

**Prestations de soutien aux travaux de maîtrise
d'ouvrage dans le cadre de restitutions de
données pour l'ATI**

Sommaire

1. Présentation de l'ATIH	5
2. Objet	5
3. Allotissement	6
4. Forme et montant du marché	6
5. Durée et reconduction du marché	6
6. Procédure mise en œuvre	7
7. Définitions	7
8. Pièces constitutives du marché	8
8.1. Pièces contractuelles particulières	8
8.2. Pièce contractuelle générale	8
8.3. Pièce non-contractuelle	8
9. Conditions d'exécution des prestations	8
9.1. Mise en œuvre du marché	8
9.2. Proposition détaillée et chiffrée	9
9.3. Délai ou durée d'exécution des prestations	10
9.3.1. Prestations forfaitaires mises en œuvre dès la notification du marché	10
9.3.2. Prestations donnant lieu à l'émission de bons de commande	10
9.4. Prolongation des délais	10
9.5. Lieux d'exécution des prestations	10
9.6. Livrables et documentation	11
9.7. Consignes de sécurité	11
9.8. Marchés complémentaires et modifications du marché	11
10. Conduite et suivi de l'exécution des prestations	11
10.1. Conduite des prestations	11
10.2. Capacité des personnes chargées de l'exécution des prestations	12
10.3. Changements des personnes nommément désignées en cours d'exécution	12
10.4. Conduite des prestations par le titulaire	12
11. Connaissances antérieures	12
11.1. Définition des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards	12
11.2. Régime des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards	13

12. Propriété et utilisation des résultats	14
12.1. Définition des résultats	14
12.2. Droits de l'ATIH	14
12.3. Droits du titulaire	16
12.4. Garantie des droits	16
13. Obligations du titulaire	17
13.1. Assurance	17
13.2. Responsabilité du titulaire	17
13.3. Confidentialité	17
14. Protection des données à caractère personnel	18
14.1. Obligations du titulaire	18
14.2. Sous-traitance	20
14.3. Obligations de l'ATIH	20
14.4. Mesures de sécurité	20
14.5. Sort des données	20
14.6. Assistance et conseil	21
14.7. Traitement des violations de données	21
14.8. Contrôle	21
14.9. Documentation	21
14.10. Traitement de données personnelles par l'ATIH	21
15. Protection de la main d'œuvre et lutte contre le travail dissimulé	22
16. Modalités de vérifications – Décisions après vérifications	22
16.1. Opérations de vérifications	22
16.2. Vérification des prestations forfaitaires	22
16.3. Vérification des prestations donnant lieu à l'émission de bons de commande	23
16.4. Décisions après vérifications	23
17. Prix des prestations	23
17.1. Modalités de détermination des prix	23
17.2. Contenu des prix	23
17.3. Variation des prix	24
18. Modalités de paiement des prestations	24
18.1. Avance	24
18.2. Modalités de paiement	25
18.2.1. Paiement des prestations forfaitaires	25
18.2.2. Paiement des prestations mises en œuvre par l'émission de bons de commande	26

18.3.	Délai de paiement	26
18.4.	Contenu de la demande de paiement	26
18.5.	Intérêts moratoires	27
18.6.	Retenue de garantie	27
18.7.	Acceptation de la demande de paiement	27
18.8.	Paie ment pour solde et règlements partiels définitifs	28
19.	Pénalités de retard	28
19.1.	Pénalités liées au suivi des délais contractuels	28
19.2.	Pénalités liées au suivi des indicateurs qualité des livrables	29
19.3.	Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité	29
19.4.	Calcul et recouvrement des pénalités	30
20.	Nantissement-Cession de créances	30
21.	Sous-traitance	30
22.	Exécution aux frais et risques du titulaire – Résiliation	31
22.1.	Exécution aux frais et risques du titulaire	31
22.2.	Résiliation	31
23.	Litiges et attribution de juridiction	31
24.	Dérogations	31

1. Présentation de l'ATIH

L'Agence technique de l'information sur l'hospitalisation (ATIH) est un établissement public de l'Etat à caractère administratif, régi par les articles R.6113-33 et suivant du Code de la santé publique, et chargé :

- 1° du pilotage, de la mise en œuvre et de l'accessibilité aux tiers du dispositif de recueil de l'activité médico-économique et des données des établissements de santé mentionné à l'article L. 6113-8 ainsi que du traitement des informations mentionnées au même article ;
- 1° bis de l'élaboration, du recueil, du traitement et de la mise à disposition aux tiers des données relatives au tableau de bord de la performance des établissements et services sociaux ou médico-sociaux prévus par l'article R. 314-29 du code de l'action sociale et des familles ;
- 2° de la gestion technique du dispositif de financement des établissements de santé ;
- 3° d'analyses, études et travaux de recherches sur les données des établissements de santé ;
- 4° d'apporter son concours aux travaux relatifs aux nomenclatures de santé, menés pour la mise en œuvre de l'article L. 161-29 du code de la sécurité sociale ;
- 5° de la conception et de la réalisation d'études sur les coûts des établissements et services mentionnés à l'article L. 314-3-1 du code de l'action sociale et des familles ;
- 6° de la conception et de la réalisation des études nationales de coûts mentionnées à l'article L. 6113-11 ;
- 7° du recueil et de l'analyse de données dans le cadre de dispositifs d'évaluation de la qualité, de la conformité et de la coordination des prises en charge sanitaires et médico-sociales par les professionnels et l'ensemble des acteurs, ainsi que de la satisfaction des personnes concernées. Un arrêté des ministres chargés de la santé et de la sécurité sociale définit la liste et le contenu de ces dispositifs ainsi que les destinataires des résultats, le cas échéant en précisant la nature des résultats communiqués à chacun ;
- 8° sur demande du ministre chargé de la santé, d'apporter son concours pour répondre à une alerte sanitaire ou en gérer les suites ;
- 9° d'apporter son concours à la gestion technique du dispositif de financement des établissements et services médico-sociaux.

L'ATIH est implantée sur deux sites :

- le siège à Lyon : 117, boulevard Marius Vivier Merle - 69329 LYON Cedex 03 ;
- l'antenne à Paris : 13, rue Moreau - 75012 PARIS.

2. Objet

L'objet du présent marché est de renforcer les capacités d'action de la direction DATA à travers les prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage suivantes :

1. Etude et recueil des besoins ;
2. Recette fonctionnelle ;
3. Transfert de compétences ;
4. Suivi des travaux réalisés par les maîtrises d'œuvre.

Le détail des prestations attendues figure dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

3. Allotissement

Le marché ne fait l'objet de décomposition ni en tranches ni en lots.

4. Forme et montant du marché

Le marché prend une forme mixte, c'est-à-dire qu'il est conclu, avec un seul opérateur économique, à la fois sous la forme :

- d'un marché « ordinaire » pour l'initialisation, le cadrage et le suivi du marché.
Ces prestations sont réglées par application d'un prix forfaitaire établi pour chaque année d'exécution du marché et dont le libellé figure dans l'acte d'engagement.
- et d'un accord-cadre à bons de commande émis, sans négociation ni remise en concurrence préalables, à la survenance du besoin pour la réalisation de prestations contenues dans le BPU intégrant les éléments suivants :
 - un appui à la conception, l'étude et le pilotage des travaux de MOA ;
 - un appui à la recette ;
 - un appui à la conduite du changement ;
 - un appui aux activités de maîtrise d'œuvre.

Ces prestations seront réglées par application de prix unitaires forfaitaires exprimés en unités d'œuvre aux quantités réellement exécutées.

La partie du marché constituant l'**accord-cadre à bons de commande** est conclue **sans montant minimum et avec un montant maximum de 450 000 € HT** pour la durée du marché (reconductions comprises). Ce montant n'inclut pas le montant des prestations objets de la partie ordinaire du marché visée ci-dessus.

Le montant maximum indiqué ci-dessus correspond à l'engagement du titulaire d'honorer les commandes passées par l'ATIH durant toute la durée d'exécution du marché.

Les bons de commande seront émis durant la période de validité du marché.

Les montants visés ci-dessus n'incluent pas le montant des prestations forfaitaires débutant à compter de la notification du marché et faisant l'objet de la partie « ordinaire » du présent marché.

5. Durée et reconduction du marché

Le présent marché est conclu pour une **durée initiale d'un (1) an** à compter de sa date de notification.

Le marché pourra être **reconduit trois fois** pour une **période d'un (1) an**.

La reconduction est tacite si l'ATIH ne notifie pas au titulaire sa décision de ne pas reconduire le marché au plus tard deux mois avant l'échéance de la période en cours.

Le titulaire du marché ne peut s'opposer à sa reconduction.

Quelles que soient les raisons ayant motivé la non-reconduction, la validité du marché court jusqu'au terme de la période en cours. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

6. Procédure mise en œuvre

Le présent marché est conclu après mise en œuvre d'une procédure d'appel d'offres ouvert, au sens des articles L2124-1 et R2124-1, ainsi que L2124-2 et R2124-2 1° du code de la commande publique.

Un avis de marché a été publié au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics et au Journal Officiel de l'Union Européenne.

7. Définitions

- le « pouvoir adjudicateur » est la personne qui conclut le marché avec le titulaire. **Le pouvoir adjudicateur est désigné ci-après par « l'ATIH » ;**
- le « titulaire » est l'opérateur économique qui conclut le marché avec le pouvoir adjudicateur. En cas de groupement des opérateurs économiques, le « titulaire » désigne les membres du groupement, représenté, le cas échéant, par son mandataire ;
- la « notification » est l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la ou des parties contractantes par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception. La date de réception, qui peut être mentionnée sur un récépissé, est considérée comme la date de la notification ;
- les « prestations » désignent, selon l'objet du marché, des fournitures ou des services, notamment informatiques ou de télécommunication
- la « réception » est la décision, prise après vérifications, par laquelle le pouvoir adjudicateur reconnaît la conformité des prestations aux stipulations du marché. La décision de réception vaut attestation de service fait et constitue le point de départ des délais de garantie
- l'« ajournement » est la décision prise par le pouvoir adjudicateur qui estime que les prestations pourraient être reçues moyennant des corrections à opérer par le titulaire
- la « réfaction » est la décision prise par le pouvoir adjudicateur de réduire le montant des prestations à verser au titulaire, lorsque les prestations ne satisfont pas entièrement aux prescriptions du marché, mais qu'elles peuvent être reçues en l'état
- le « rejet » est la décision prise par le pouvoir adjudicateur qui estime que les prestations ne peuvent être reçues, même après ajournement ou avec réfaction
- Les « résultats » désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui résultent de l'exécution des prestations objet du marché, tels que, notamment, les œuvres, les logiciels, leurs mises à jour ou leurs nouvelles versions, les bases de données... et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image des biens ou des personnes.

8. Pièces constitutives du marché

Cet article déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G.- P.I.

Les pièces constitutives du présent marché sont les suivantes par ordre décroissant de priorité :

8.1. Pièces contractuelles particulières

- l'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes ;
- le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- le mémoire technique du titulaire ;
- le Plan Assurance Qualité (PAQ) ;
- les ordres de services et bons de commande émis par l'ATIH.

Seuls les exemplaires originaux conservés dans les archives de l'ATIH font foi.

8.2. Pièce contractuelle générale

- le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles.

Le CCAG-PI susvisé n'est pas joint au présent marché mais les parties contractantes déclarent expressément le connaître, s'y référer et l'accepter.

Le titulaire ne pourra donc en invoquer l'ignorance pour se soustraire aux obligations qui y sont contenues.

8.3. Pièce non-contractuelle

- la simulation de commande remise par le titulaire dans son offre.

9. Conditions d'exécution des prestations

9.1. Mise en œuvre du marché

Le marché est mis en œuvre par l'émission d'ordres de service pour les prestations forfaitaires comprises dans la partie du marché dite « ordinaire » et par l'émission de bons de commande pour les prestations référencées dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

La notification du marché vaut ordre de service n°1 déclenchant l'exécution des prestations forfaitaires concernant la première année du marché.

Les ordres de service et les bons de commande sont numérotés, datés et signés par la Directrice générale de l'ATIH, ou par toute personne habilitée à cette fin, pendant la durée de validité du marché.

Les ordres de service et les bons de commande sont notifiés par l'ATIH au titulaire du marché.

En cas de cotraitance, les ordres de service et bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a, seul, compétence pour formuler des observations auprès de l'ATIH.

Les ordres de service et bons de commande sont transmis par l'un des moyens ci-dessous :

- par e-mail avec un accusé de lecture et/ou de réception par le titulaire ;
- par courrier recommandé avec accusé de réception ;
- directement au titulaire contre récépissé.

A cette fin, le titulaire fournira en début de marché une adresse e-mail valide.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-PI, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans **un délai de 2 jours ouvrés** à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion. Ce délai est réduit à **1 jour ouvré en cas de demande urgente** de l'ATIH.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire de l'ordre de service concerné dans le délai prévu à l'article 3.8.2 du CCAG-PI à compter de la date de réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux ordres de services et aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

9.2. Proposition détaillée et chiffrée

Cet article s'applique uniquement pour les prestations mises en œuvre par l'émission de bons de commande.

Avant l'émission d'un bon de commande, l'ATIH pourra solliciter le titulaire qui établira une proposition détaillée et chiffrée (devis) qui comprendra les éléments suivants :

- libellé des prestations ;
- le délai et le calendrier d'exécution proposés ;
- le coût des prestations (unités d'œuvre) que l'ATIH envisage de commander par application des quantités proposées (nombre d'unités d'œuvre) aux prix unitaires figurant dans le bordereau des prix unitaires.

Le titulaire adressera sa proposition détaillée et chiffrée dans un **délai maximum de 5 jours ouvrés** à compter de la demande de l'ATIH. Ce délai est réduit à **2 jours ouvrés en cas de demande urgente** de l'ATIH.

En cas d'acceptation de la proposition détaillée et chiffrée, l'ATIH émettra un bon de commande dans les conditions figurant à l'article 9.1.

9.3. Délai ou durée d'exécution des prestations

Cet article déroge à l'article 13.1.2 du CCAG-PI.

Sauf stipulations contraires dans les pièces contractuelles, lorsque les délais sont exprimés en heures ou en jours, ils s'entendent **en heures ouvrées** (de 9h à 18h en France métropolitaine) et **en jours ouvrés** (du lundi au vendredi hors jours fériés du calendrier français).

Lorsque les délais sont exprimés en mois, ils s'entendent en **mois calendaires**.

Lorsque le dernier jour du délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit, à minuit.

9.3.1. Prestations forfaitaires mises en œuvre dès la notification du marché

Le titulaire dispose d'un délai maximum d'un mois pour exécuter les prestations d'initialisation et de cadrage du marché à compter de la date de notification du marché.

Les prestations de suivi et de pilotage du marché sont exécutées par le titulaire pendant toute la durée du marché à compter de la réunion de lancement du marché et, le cas échéant, pendant les périodes de reconduction du marché.

9.3.2. Prestations donnant lieu à l'émission de bons de commande

Pour les prestations donnant lieu à l'émission de bons de commande, le délai d'exécution des prestations est fixé dans le bon de commande. Par défaut d'indication dans le bon de commande, le délai maximum d'exécution des prestations est de **deux mois**.

L'exécution des prestations débute dans un délai maximum de 5 jours ouvrés à compter de la date de notification du bon de commande. En cas de demande urgente, le délai d'exécution débute dans un délai maximum de 2 jours ouvrés à compter de la date de notification du bon de commande.

9.4. Prolongation des délais

Le titulaire informe l'ATIH de tout risque de non-respect des délais prescrits par le marché. Il lui propose les mesures appropriées au respect des délais et à la bonne exécution du marché.

Les modalités d'expiration ou de prolongation du délai d'exécution sont telles que prévues aux articles 13.2 et 13.3 du CCAG-PI.

9.5. Lieux d'exécution des prestations

Les ateliers de travail, les réunions de suivi des travaux du marché ainsi que les séances de transferts de compétences se déroulent dans les locaux de l'ATIH (Paris 12^{ème} et Lyon 3^{ème}) ou en visio-conférence selon le besoin de l'ATIH.

Les autres prestations se déroulent dans les locaux du titulaire.

9.6. Livrables et documentation

L'article 21 du CCAG-PI s'applique, complété par les dispositions ci-dessous :

Le titulaire s'engage à fournir les livrables dans les conditions et délais prescrits dans le CCTP.

L'ensemble des livrables exigés dans les pièces contractuelles est inclus dans les prix du marché.

Pour l'ensemble de ces livrables, le titulaire s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

9.7. Consignes de sécurité

Durant l'exécution des prestations, le personnel du titulaire et ses éventuels sous-traitants amenés à utiliser les locaux de l'ATIH se conformeront aux consignes de sécurité et aux règles d'hygiène applicables au personnel de l'ATIH visées dans le règlement intérieur de l'Agence et/ou dans les notes de service diffusées par les représentants de la Direction de l'établissement et remis au titulaire du marché en début d'exécution du marché. Ce dernier s'engage à prendre connaissance de ces documents et à les communiquer à son personnel.

9.8. Marchés complémentaires et modifications du marché

Un ou plusieurs marchés complémentaires ayant pour objet des prestations similaires pourront être conclus avec le titulaire du marché dans les conditions fixées à l'article R2122-7 du code de la commande publique.

Le marché pourra être modifié dans les conditions prévues aux articles L2194-1, L2194-2 et R2194-1 à R2194-10 du code de la commande publique. Les modifications donneront lieu à la conclusion d'un avenant au marché.

10. Conduite et suivi de l'exécution des prestations

Cet article déroge à l'article 3.4.1 et à l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

10.1. Conduite des prestations

Les prestations seront exécutées conformément aux conditions définies dans le CCTP.

Les travaux de rédaction et de reproduction des divers livrables sont à la charge du titulaire.

Le titulaire a la responsabilité des personnels, matériels et moyens à mettre en œuvre pour exécuter le marché conformément aux besoins définis dans le CCTP.

Pour l'exécution du marché, le titulaire doit affecter à l'exécution des prestations une équipe de personnes qui seront nommément désignées dans son offre. Parmi elles, il devra nommer un référent unique tel que spécifié dans le CCTP.

10.2. Capacité des personnes chargées de l'exécution des prestations

L'équipe dédiée devra avoir les compétences requises aux articles 7.4 et 7.5 du CCTP.

L'ATIH se réserve la possibilité de récuser un membre de l'équipe du titulaire qui ne satisfait pas aux engagements du titulaire.

10.3. Changements des personnes nommément désignées en cours d'exécution

En cas d'empêchement d'une personne affectée à l'exécution du marché, le titulaire s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations et à la remplacer, après accord de l'ATIH, par un agent justifiant de compétences d'un niveau équivalent, possédant également les certifications nécessaires le cas échéant. Le titulaire s'engage à communiquer le profil et le curriculum vitae détaillé à l'ATIH au moins un mois avant le remplacement prévu et à mettre en place une période de recouvrement d'au moins deux semaines.

10.4. Conduite des prestations par le titulaire

Le titulaire est responsable de l'attitude de son personnel concernant les obligations de discrétion et de sécurité.

Il est également responsable du personnel, en toute circonstance, et pour quelque cause que ce soit, en particulier :

- des accidents du travail ;
- des accidents survenant du fait du personnel ;
- des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des prestations ;
- des vols sur le site imputables à ce personnel.

Le titulaire est tenu à une obligation permanente d'information et de conseil à l'égard de l'ATIH pendant toute la durée du marché.

11. Connaissances antérieures

11.1. Définition des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards

Conformément à l'article 32.2 du CCAG-PI, les connaissances antérieures désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont incorporés aux résultats et/ou sont fournis pour répondre aux besoins de l'ATIH dans le cadre d'une prestation intellectuelle et qui appartiennent à l'ATIH, au titulaire ou à des tiers, ou qui leurs sont concédés en licence, mais qui ont été réalisés dans un cadre extérieur et indépendamment du marché, tels que notamment les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation), les bases de données, les marques, noms de domaine et autres signes distinctifs, les dessins ou modèles, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des

droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

En complément des dispositions de l'article 32.2 du CCAG-PI, il est précisé que les connaissances antérieures nécessaires à l'exécution du marché et appartenant à l'ATIH sont tous les documents, bases de données, rapports (etc...) remis au titulaire ainsi que toutes les corrections éventuelles apportées par l'ATIH aux différents livrables remis dans le cadre des prestations commandées.

Aux termes de l'article 32.3 du CCAG-PI, les connaissances antérieures standards désignent les connaissances antérieures conçues pour être fournies à plusieurs clients en vue de l'exécution d'une même fonction, tels que les logiciels standards et les autres contenus proposés sous licence standard.

11.2. Régime des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards

Il est fait application des articles 33 et 34 du CCAG-PI.

La conclusion du marché n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures et aux connaissances antérieures standards.

L'ATIH et le titulaire restent titulaires, chacun en ce qui les concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures. Ils conservent leurs droits propres, dont ceux d'exploitation, portant sur les connaissances antérieures et les connaissances antérieures standards incorporées dans les résultats, en ce compris leur savoir-faire.

Dès lors que le titulaire envisage d'utiliser des connaissances antérieures ou des connaissances antérieures standards, il s'engage à ce qu'elles soient identifiées dans son offre ou en toute hypothèse au fur et à mesure de l'exécution du marché, avant toute intégration et/ou utilisation d'une connaissance antérieure ou d'une connaissance antérieure standard non prévue dans l'offre. A défaut, ces connaissances seront considérées comme des résultats. Ces éléments sont notamment fixés dans son mémoire technique.

La concession des droits sur les connaissances antérieures (standards et non standards) est comprise dans les prix du marché. Les droits sont concédés pour la durée des droits d'utilisation portant sur les résultats.

Connaissances antérieures (hors standards) :

Lorsque le titulaire incorpore des connaissances antérieures dans les résultats ou fournit des connaissances antérieures dans le cadre de l'exécution du marché ou que des connaissances antérieures, sans être incorporées aux résultats, sont strictement nécessaires pour la mise en œuvre des résultats, le titulaire autorise l'ATIH à utiliser les connaissances antérieures pour les mêmes droits, durée, territoire et finalités d'utilisation que ceux prévus dans le régime applicable aux résultats.

Au cours de l'exécution du marché, le titulaire ne peut utiliser ou incorporer, sans l'accord préalable de l'ATIH, des connaissances antérieures nécessaires à la réalisation de l'objet du marché qui seraient de nature à limiter ou à rendre plus coûteux l'exercice des droits afférents aux résultats.

Le titulaire ne peut utiliser les connaissances antérieures de l'ATIH que dans le cadre de l'exécution du marché et s'engage à ne pas divulguer les informations confidentielles contenues dans ces connaissances antérieures.

Connaissances antérieures standards :

Si le titulaire envisage au cours de l'exécution du marché d'utiliser une connaissance antérieure standard non listée dans son offre, il doit obtenir l'accord préalable de l'ATIH. Les droits d'utilisation sur les connaissances antérieures standards s'appliquent dans les conditions de leur licence, telle qu'acceptée par l'ATIH. Le prix de cette licence est compris dans le montant du marché pour les utilisations prévues dans le cadre du marché et pour la durée du marché.

12. Propriété et utilisation des résultats

12.1. Définition des résultats

Conformément à l'article 32 du CCAG-PI, les résultats désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont réalisés dans le cadre des prestations du marché, tels que, notamment, les œuvres de l'esprit, les bases de données, les marques dessins ou modèles, noms de domaine et autres signes distinctifs, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

Dans le cadre du présent marché, les résultats désignent notamment les livrables mentionnés dans le CCTP ainsi que les éventuels développements informatiques réalisés pour le compte de l'ATIH.

Les résultats comprennent les éléments réalisés par le titulaire dès l'appel à la concurrence ou toute consultation écrite de l'ATIH en vue de la remise d'une offre et qui sont liés directement à l'objet du présent marché.

12.2. Droits de l'ATIH

Le titulaire accorde à l'ATIH les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les pièces contractuelles et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant des prestations commandées dans le cadre du marché.

Les besoins d'utilisation de l'ATIH comprennent le droit de :

- publier et utiliser les résultats consistant en des documents préparatoires, tels que plans, études préalables ou spécifications, pour la mise en œuvre des besoins auxquels ils répondent ;
- évaluer ou faire évaluer par tout tiers à tout moment les résultats ;
- pouvoir procéder aux opérations d'archivage public ;
- permettre à tout service au sein de la même personne morale que l'ATIH de pouvoir utiliser les résultats dans les mêmes conditions et finalités d'utilisation ;
- assurer ou faire assurer par tout tiers l'évolution de tous résultats, en ce compris réaliser ou faire réaliser par tout tiers ;

- transférer les droits sur les résultats à tout tiers bénéficiaire d'un transfert de compétences de l'ATIH.

Le titulaire cède à l'ATIH les droits patrimoniaux des droits d'auteur ou des droits voisins des droits d'auteur afférents aux résultats, pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés au présent article tels qu'applicables au marché.

Cette cession des droits couvre les résultats, à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de la réception des prestations, pour le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.

Ces droits comprennent, dans le respect des droits moraux, l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction, de représentation et de distribution, et notamment les droits d'utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter, de modifier, d'arranger, de corriger, de traduire les résultats en toutes langues, en tout ou en partie, en l'état ou modifiés pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés au présent article, tels qu'applicables au marché.

Le droit de reproduction comporte, dans le respect des droits moraux, notamment le droit de reproduire les résultats, pour quelque usage que ce soit, par quelque procédé que ce soit, connu ou inconnu y compris non prévisible, sur tout support actuel ou futur et sans limitation de nombre tel que papier, électronique, numérique, analogique, magnétique, optique, vidéographique, pour toute exploitation, y compris en réseau sans limitation de nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous procédés et sur tous supports.

Le droit de représentation et de distribution comporte, dans le respect des droits moraux, notamment le droit de communication au public et de mise à disposition du public des résultats, en tout ou partie, directement ou indirectement, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes et procédés, connus ou inconnus, sous toute forme, et auprès du public en général ou de catégories de public en particulier, de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement.

Par dérogation à l'article 35.2.1 du CCAG-PI, **la cession des droits de propriété intellectuelle sur les résultats est consentie à l'ATIH à titre exclusif**. L'exclusivité ne concerne pas les connaissances antérieures.

Le régime de confidentialité des résultats est défini à l'article 13.3 du présent CCAP.

Le titulaire garantit à l'ATIH qu'il n'a procédé et ne procédera à aucun dépôt sur les résultats du marché.

Le prix de cette cession est compris dans les prix du marché. Le titulaire ne pourra réclamer aucune somme complémentaire à quelque titre que ce soit.

En cas de cessation du marché pour quelque cause que ce soit, l'ATIH conserve les droits d'utilisation applicables au marché.

Les données intégrées ou générées dans le cadre du présent marché sont confidentielles et appartiennent exclusivement à l'ATIH. Le titulaire dispose d'un accès aux données dans le cadre de l'exécution du présent marché aux seules fins de son exécution. Le titulaire s'interdit d'en faire

un quelconque usage, direct ou indirect, en dehors des prestations du présent marché, sauf autorisation préalable et expresse de l'ATIH.

De manière générale, le titulaire ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature à l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures, lorsque celle-ci est conforme aux besoins d'utilisation applicables au marché.

Le titulaire autorise l'acheteur à extraire et réutiliser librement les bases de données incluses dans les résultats, notamment en vue de la mise à disposition des informations publiques à des fins de réutilisation à titre gratuit ou onéreux.

En cas de cessation du marché pour quelque cause que ce soit, l'acheteur conserve les droits d'utilisation applicables au marché.

L'ATIH a la possibilité de sous-céder, sous-licencier ou de sous-traiter la mise en œuvre des résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards pour son propre compte, dans les limites de l'objet du marché.

L'ATIH peut librement publier les résultats sous réserve des obligations de confidentialité et que cette publication ne constitue pas une divulgation au sens du droit de la propriété industrielle.

L'existence de restrictions au droit de publier les résultats ne fait pas obstacle à la publication d'informations générales sur l'existence du marché et la nature des résultats.

Toute publication doit mentionner le nom du titulaire et des auteurs.

Par dérogation à l'article 35.4.3 du CCAG-PI, seule l'ATIH dispose librement des modifications mineures et des corrections apportées aux résultats.

12.3. Droits du titulaire

Le titulaire conserve la propriété de ses savoir-faire et méthodes utilisés pour réaliser les résultats.

Par dérogation à l'article 35.3 du CCAG-PI, le titulaire n'est pas autorisé à exploiter, y compris à titre commercial, les résultats créés dans le cadre du marché et les connaissances antérieures mises à disposition du titulaire par l'ATIH pour l'exécution du marché ni à les publier.

L'existence de restrictions au droit de publier les résultats ne fait pas obstacle à la publication d'informations générales sur l'existence du marché et la nature des résultats. A ce titre, le titulaire a la possibilité de citer la prestation qu'il a réalisée à titre de référence, sans enfreindre l'obligation de confidentialité prévue au présent CCAP.

Toute publication des résultats par l'ATIH doit mentionner le nom du titulaire et des auteurs.

12.4. Garantie des droits

En application de l'article 35.4.2 du CCAG-PI, le titulaire garantit à l'ATIH, la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits cédés ou licenciés aux termes du marché sur les résultats et les connaissances antérieures standards ou non.

13.Obligations du titulaire

13.1.Assurance

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés à l'occasion de l'exécution des prestations objet du marché.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire s'engage à remettre à l'ATIH, sur simple demande et dans un délai de 15 jours à compter de la réception de cette demande, les attestations de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Il s'engage à informer expressément l'ATIH de toute modification ultérieure de ses contrats d'assurance.

13.2.Responsabilité du titulaire

Le titulaire est responsable de l'attitude de son personnel concernant les obligations de discrétion et de sécurité.

Il est également responsable du personnel, en toute circonstance, et pour quelque cause que ce soit, en particulier :

- des accidents du travail ;
- des accidents survenant du fait du personnel ;
- des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des prestations ;
- des vols sur le site imputables à ce personnel.

Le titulaire est tenu à une obligation permanente d'information et de conseil à l'égard de l'ATIH pendant toute la durée du marché.

13.3.Confidentialité

Les dispositions de l'article 5.1 du CCAG-PI sont applicables, complétées par les stipulations ci-dessous.

Les données auxquelles a accès le titulaire durant l'exécution du présent marché sont confidentielles et ne doivent pas être divulguées ou retransmises à des personnes physiques ou morales non autorisées ou non habilitées. Ces données ne pourront être utilisées par le titulaire à des fins autres que celles prévues par le présent marché.

Par ailleurs, cette utilisation sera opérée dans le strict respect de la législation relative à la protection des données à caractère personnel et au secret professionnel tel que défini par les articles 226-13 et 226-14 du code pénal. Ces règles de confidentialité s'appliquent notamment au personnel du titulaire et de son éventuel sous-traitant intervenant dans le cadre de l'exécution du marché.

En cas de non-respect de la présente clause de confidentialité, le titulaire ou, le cas échéant, son sous-traitant, s'expose à des pénalités dans les conditions prévues à l'article 19.3 du présent CCAP. De même, l'ATIH pourra résilier le marché sans préavis et de plein droit sans préjudice des dommages et intérêts qu'elle pourra réclamer. L'obligation de confidentialité s'applique même après l'échéance du marché.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments

- qui étaient dans le domaine public au moment de leur divulgation ou que l'ATIH aurait elle-même rendus publics pendant l'exécution du marché ;
- signalés comme présentant un caractère non confidentiel et relatifs aux prestations du marché ;
- qui ont été communiqués au titulaire par un tiers ayant légalement le droit de diffuser ces informations, documents ou éléments, comme le prouvent des documents existants antérieurement à leur divulgation.

14. Protection des données à caractère personnel

En complément de l'article 13.3 ci-avant et conformément à l'article 34 de la loi informatique et libertés modifiée et au RGPD (Règlement de l'UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 sur la protection des données personnelles), le titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations relatives aux données à caractère personnel et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Pour l'application du présent article, le terme :

- « Données » désigne toute information ou tout fichier transmis au titulaire par l'ATIH en vue de la mise à disposition de ces données aux tiers pour laquelle l'ATIH a mandaté le titulaire ;

« Données à caractère personnel » désigne toute information relative à une personne physique identifiée ou qui peut être identifiée, directement ou indirectement, par référence à un numéro d'identification ou à un ou plusieurs éléments qui lui sont propres.

« Traitement de données à caractère personnel » désigne toute opération ou tout ensemble d'opérations portant sur des données à caractère personnel, quel que soit le procédé utilisé, et notamment la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, ainsi que le verrouillage, l'effacement ou la destruction.

« Violation de données à caractère personnel » désigne une violation de la sécurité entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou l'accès non autorisé à de telles données.

« Responsable de traitement à caractère personnel » désigne la personne qui définit les finalités et les moyens du traitement de données à caractère personnel. Dans le cadre du présent marché, l'ATIH est considérée comme « responsable de traitement ».

« Sous-traitant » désigne la personne morale effectuant une opération de traitement de données à caractère personnel pour le compte du responsable de traitement. Dans le cadre du présent marché, le titulaire est considéré comme « le sous-traitant » de l'ATIH au sens du RGPD.

14.1. Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses éventuels sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution du présent marché ;
- ne prendre aucune copie des données qui lui sont confiées, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution du présent marché, sans l'accord préalable de l'ATIH ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- ne pas utiliser les données dans le cadre du marché à des fins autres que celles spécifiées dans le CCTP et le présent CCAP ;
- ne pas divulguer ces documents, données ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers en cours d'exécution du marché ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données en cours d'exécution du marché ;
- prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent marché ;
- et, en fin de marché à procéder, selon les instructions de l'ATIH à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies au terme de la prestation de service ;
- traiter les données conformément aux instructions documentées de l'ATIH. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'ATIH. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'ATIH de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;
- garantir la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel traitées pour le compte de l'ATIH ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel dans le cadre de l'exécution du présent marché :
 - o s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - o reçoivent la formation et/ou les instructions nécessaires en matière de protection des données à caractère personnel ;
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services proposés, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
- communiquer à l'ATIH le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données (DPD/DPO) ;
- Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées dans le cadre de l'exécution de ce marché comprenant :
 - o Les données à caractère personnel traitées et les catégories de traitements effectuées pour le compte de l'ATIH dans le cadre du marché ;
 - o Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas de transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du RGPD, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
 - o une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

14.2. Sous-traitance

Le titulaire peut faire appel à un autre sous-traitant, désigné ci-après par le terme « sous-traitant ultérieur » au sens du RGPD, pour mener des activités de traitement spécifiques en lien avec le présent marché.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent marché pour le compte et selon les instructions de l'ATIH. Il appartient au titulaire, sous-traitant initial, de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la réglementation en vigueur applicable à la protection des données personnelles.

Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant l'ATIH de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de l'exécution de ses obligations.

14.3. Obligations de l'ATIH

L'ATIH, en tant que responsable de traitement, s'engage à :

- documenter par écrit toute instruction complémentaire au présent marché concernant le traitement de ces données ;
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du marché, au respect des obligations prévue par la réglementation en vigueur applicable à la protection des données personnelles de la part du titulaire en tant que sous-traitant ;
- superviser la mise à disposition des données par le titulaire aux utilisateurs procédant aux traitements de ces données dans le cadre de leur autorisation, y compris à réaliser le cas échéant les audits et les inspections auprès du titulaire.

14.4. Mesures de sécurité

La mise en œuvre des traitements de données à caractère personnel doit s'effectuer dans le respect de la législation et réglementation française et européenne relative à la protection des données à caractère personnel.

Le titulaire prend toute mesure utile afin d'assurer la sécurité des traitements qu'il réalise pour le compte de l'ATIH.

14.5. Sort des données

Aucune donnée personnelle ne sera utilisée par le titulaire ou d'un sous-traitant ultérieur au-delà de l'échéance du marché ni conservée, sauf obligation légale de conservation.

Le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel recueillies dans le cadre de l'exécution du présent marché dans un délai de 3 mois à compter de l'échéance du marché.

Il adresse à l'ATIH un document écrit, signé par son représentant légal, attestant qu'il a procédé à la destruction des données.

14.6. Assistance et conseil

Le titulaire aidera l'ATIH à remplir ses obligations fixées par les articles 32 à 36 du RGPD et plus particulièrement :

- en cas de nécessité de communication aux personnes concernées à la suite d'une violation de données à caractère personnel ;
- en cas de réalisation d'une analyse d'impact relative à la protection des données.

14.7. Traitement des violations de données

Le titulaire notifie à l'ATIH toute violation de données à caractère personnel dès qu'il en a connaissance à l'adresse suivante : donneespersonnelles@atih.sante.fr.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

14.8. Contrôle

L'ATIH se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le prestataire.

Conformément à l'article 30-2 du Règlement Général sur la Protection des Données personnelles (UE) 2016/679 (« RGPD »), si le prestataire effectue un traitement pour le compte de l'ATIH, le titulaire tiendra à jour un registre précisant :

- les catégories de traitements effectués pour l'ATIH ;
- une description générale des mesures de sécurité mises en œuvre ;
- les coordonnées de son Délégué à la Protection des Données (DPD/DPO).

L'ATIH pourra procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations de sécurité par le titulaire.

Le titulaire devra mettre à la disposition des représentants de l'ATIH ou des personnes mandatées par l'ATIH toutes les informations nécessaires pour permettre la réalisation d'audits de conformité au RGPD, conformément à l'article 28-3 h) du RGPD.

14.9. Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'ATIH, à sa demande, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations légales et réglementaires et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'ATIH ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

14.10. Traitement de données personnelles par l'ATIH

Le titulaire est informé que l'ATIH recueille des données à caractère personnel dites de « contact » comprenant les noms, prénoms, adresses électroniques et numéros de téléphone professionnels des personnels du titulaire pour les besoins de l'exécution des prestations objets du marché comprenant notamment le traitement des demandes de paiement du titulaire ou de ses sous-traitants et la mise à jour de sa base de données relative à ses prestataires de services.

L'ATIH est le responsable de traitement agissant dans le cadre d'une mission d'intérêt public et légitime.

Les informations sont conservées 5 ans à compter de l'échéance du marché.

Les droits d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation du traitement, d'effacement et de portabilité des données du personnel de l'établissement pourront être exercés par les personnes concernées auprès de l'ATIH par voie postale à l'ATIH – Secrétariat Général – 117 boulevard Vivier Merle 69329 cedex 03 Lyon ou par courriel à donneespersonnelles@atih.sante.fr.

15. Protection de la main d'œuvre et lutte contre le travail dissimulé

Conformément à l'article 6 du CCAG-PI, les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Ils sont également tenus au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail.

Le titulaire avise ses sous-traitants que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et restent responsables du respect de celles-ci.

16. Modalités de vérifications – Décisions après vérifications

16.1. Opérations de vérifications

Cet article déroge à l'article 28.5 du CCAG-PI.

La représentante de l'ATIH, ou toute personne dûment habilitée, effectuera les opérations de vérifications nécessaires permettant d'établir que les prestations ont été valablement exécutées, conformément aux exigences du CCTP et du mémoire technique du titulaire, et que tous les livrables ont bien été transmis.

Les décisions administratives intervenant à la suite des vérifications sont prises par la Directrice générale de l'ATIH ou par son(sa) représentant(e) habilité(e).

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées dans les locaux de l'ATIH sans que le titulaire ne soit avisé au préalable.

L'admission des prestations ne fait pas obstacle à l'application des pénalités prévues à l'article 19 du présent document.

16.2. Vérification des prestations forfaitaires

Les prestations d'initialisation, de cadrage du marché, de suivi et de pilotage des prestations ne feront l'objet d'aucune réception spécifique.

Le titulaire reste toutefois tenu d'exécuter les prestations conformément à ses engagements contractuels et aux stipulations du CCTP et du présent CCAP.

16.3. Vérification des prestations donnant lieu à l'émission de bons de commande

Les opérations de vérifications seront effectuées par l'ATIH après exécution des prestations et après remise de l'ensemble des livrables par le titulaire.

L'ATIH dispose, dans le cadre des prestations objet du bon de commande, d'un **délai de deux mois** pour effectuer ses vérifications et notifier sa décision au titulaire.

Pendant ce délai, en cas d'anomalie constatée par l'ATIH, le titulaire sera tenu de réaliser les corrections dans les conditions prévues à l'article 4.4 du CCTP. Les corrections apportées aux livrables, mentionnés à l'article 4.4 du CCTP, et réalisés dans le cadre de ces opérations de vérifications, sont compris dans le prix des prestations.

En l'absence de décision notifiée au titulaire pendant le délai susvisé, les prestations sont réputées admises par l'ATIH à l'expiration de ce délai.

16.4. Décisions après vérifications

A l'issue des vérifications des prestations, la Directrice générale de l'ATIH ou son(sa) représentant(e) habilité(e) prend une décision d'admission avec ou sans réfaction, d'ajournement ou de rejet dans les conditions fixées à l'article 29 du CCAG-PI.

17. Prix des prestations

17.1. Modalités de détermination des prix

Les prestations forfaitaires, mises en œuvre dès la notification du marché, seront réglées par application du prix forfaitaire dont le libellé figure dans l'acte d'engagement constituant pièce du marché quelle que soient les quantités réellement exécutées.

En cas de reconduction du marché, les prestations de suivi du marché seront réglées par application, pour chaque période de reconduction, du prix forfaitaire dont le libellé figure dans l'acte d'engagement constituant pièce du marché quelle que soient les quantités réellement exécutées.

Les prestations référencés dans le bordereau des prix unitaires (BPU) seront réglées par application des prix unitaires figurant dans le BPU aux quantités indiquées dans le bon de commande.

17.2. Contenu des prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-PI, les prix sont réputés complets ; ils comprennent notamment toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement la prestation, les frais afférents à l'assurance, aux éventuels déplacements du titulaire dans les locaux de l'ATIH à Lyon et à Paris, la participation aux diverses réunions prévues dans le CCTP, la remise des livrables prévus dans le CCTP, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Le titulaire reconnaît avoir été suffisamment informé des conséquences directes ou indirectes des circonstances de temps, de lieux et d'horaires dans lesquelles la prestation demandée doit être réalisée et a élaboré ses prix en toute connaissance de cause.

Les prix s'entendent pour des prestations exécutées dans les conditions prévues au cahier des charges.

Les prix incluent le coût de la cession des droits de propriété intellectuelle afférents aux résultats tels que prévus dans le présent document.

17.3. Variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois Mo.

Le prix forfaitaire pour la 1^{ère} année d'exécution du marché, applicable aux prestations mises en œuvre dès la notification du marché, est ferme.

Les autres prix sont révisables dans les conditions définies ci-dessous.

La révision se fera tous les ans à la date anniversaire de la notification du marché à partir de l'année N+1.

Chaque prix sera affecté d'un coefficient de révision des prix obtenu par l'application de la formule suivante :

$$C = 0.125 + 0.875 (S/S_0)$$

Où :

- C= coefficient de révision des prix
- 0.125= part fixe
- 0.875= part variable
- S= valeur de l'indice SYNTEC révisé du mois d'**avril**, précédant la date de révision, publiée par la Fédération Syntec
- So= valeur de l'indice SYNTEC révisé publiée par la Fédération Syntec au mois Mo

Mois Mo = **mai 2025**

Le titulaire adressera à l'ATIH les prix du marché révisés ainsi que le détail de leur calcul.

En cas de suppression d'un indice ou de son remplacement par un indice unique, avec un coefficient de raccordement associé, ce remplacement sera notifié au titulaire du marché par ordre de service.

18. Modalités de paiement des prestations

18.1. Avance

L'option A prévue à l'article 11.1 du CCAG-PI est appliquée dans le cadre du présent marché.

Dans tous les cas, le titulaire peut refuser le versement de l'avance. Il devra mentionner clairement son intention en renseignant l'article 2.4 de l'acte d'engagement.

Pour les prestations forfaitaires :

Une avance de **5 %** est accordée en une seule fois sur la base du **prix forfaitaire** toutes taxes comprises (TTC) **de la période du marché concernée** s'il est supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Pour les prestations mises en œuvre par l'émission de bons de commande :

L'avance de **5 %** est accordée en une seule fois sur la base du **montant** toutes taxes comprises (TTC) **du bon de commande**, s'il est supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Le sous-traitant admis au paiement direct peut également bénéficier d'une avance dans les mêmes conditions visées à l'alinéa ci-dessus. S'il souhaite bénéficier de l'avance, le sous-traitant remplit à cet effet la rubrique relative aux conditions de paiement figurant dans la déclaration de sous-traitance (formulaire DC4).

Si le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une **petite ou moyenne entreprise (PME)**, au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à **30 %**.

Les modalités de calcul et de remboursement de l'avance sont celles prévues par les dispositions des articles R2191-6 et suivants du code de la commande publique.

18.2. Modalités de paiement

Les prestations seront réglées par l'ATIH dans les conditions ci-dessous.

18.2.1. Paiement des prestations forfaitaires

Pour la 1^{ère} année d'exécution du marché :

Le forfait annuel indiqué dans l'acte d'engagement relatif aux prestations d'initialisation, de cadrage, de suivi du marché sera réglé en une seule fois, à terme à échoir. Pour cela, le titulaire adressera sa demande de paiement dans un délai de 30 jours calendaires à compter de la notification du marché.

En cas de reconduction à compter de la deuxième année d'exécution du marché :

Le forfait annuel indiqué dans l'acte d'engagement relatif aux prestations de suivi du marché sera réglé en une seule fois, à terme à échoir. Pour cela, le titulaire adressera sa demande de paiement dans un délai de 30 jours calendaires à compter du 1^{er} jour de la période concernée.

18.2.2. Paiement des prestations mises en œuvre par l'émission de bons de commande

Les prestations mises en œuvre par l'émission de bons de commande seront réglées par l'ATIH après certification du service fait par le représentant de l'ATIH ou, en cas d'admission tacite des prestations, à l'expiration du délai mentionné à l'article 16.3.

18.3. Délai de paiement

L'ATIH se libérera des sommes dues en exécution du présent marché par virement administratif dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture (délai global de paiement).

18.4. Contenu de la demande de paiement

Le titulaire présentera une demande de paiement (facture) détaillée correspondant aux prestations réalisées.

En cas de groupement d'entreprises, le mandataire est, seul, habilité à présenter à l'ATIH la demande de paiement et à formuler ou à transmettre les réclamations des membres du groupement.

Toute demande de paiement des prestations portera, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le **numéro d'identification unique du marché concerné (indiqué sur la 1^{ère} page de l'acte d'engagement)**, sa date de notification ainsi que le numéro et la date de chaque avenant éventuel ;
- le numéro du bon de commande ou de l'ordre de service correspondant ;
- les nom et adresse du titulaire ;
- la période concernée ;
- le montant des prestations admises, ou en cas d'acomptes, montant des prestations effectuées, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections éventuelles, ainsi que le montant TTC ;
- le montant total H.T. ;
- le taux et le montant de la T.V.A. ;
- le montant total T.T.C. ;
- la date ;
- le cas échéant le montant des prestations effectuées par chaque opérateur économique du groupement ;
- le cas échéant, les modalités de calcul de la révision des prix.

Les factures électroniques sont adressées sur la **plateforme de l'Etat « Chorus Pro »** dans les conditions fixées par l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014, le décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 et l'arrêté du 9 décembre 2016 relatifs au développement de la facturation électronique.

Toute facture, non conforme aux stipulations du présent marché, sera renvoyée systématiquement au titulaire qui devra présenter une nouvelle facture conforme. La facture renvoyée est accompagnée d'une lettre précisant les motifs du rejet.

Il appartient au titulaire d'utiliser tout moyen permettant de donner date certaine à la transmission de ses factures.

18.5. Intérêts moratoires

Les sommes dues en exécution du marché sont payées conformément aux dispositions de l'article L2192-10 du code de la commande publique.

Conformément aux dispositions de l'article R2192-10 du code de la commande publique, le délai de paiement des sommes dues est de trente jours à compter de la réception par l'ATIH de la facture présentée par le titulaire.

Ainsi, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, un retard de paiement est constitué et le titulaire du marché, à droit, sans qu'il ait à le demander, au versement des intérêts moratoires prévus à l'article L2192-13 du code de la commande publique.

Ces intérêts courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse (article R2192-32 du code de la commande publique). Ils ne sont pas assujettis à la TVA.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage (article R2192-31 du code de la commande publique). Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros (article D2192-35 du code de la commande publique).

18.6. Retenue de garantie

Il n'est pas exigé de retenue de garantie pour l'exécution du présent marché.

18.7. Acceptation de la demande de paiement

L'ATIH accepte ou rectifie la demande de paiement. Elle la complète, éventuellement, en faisant apparaître les réfections imposées.

Notamment, en cas d'exécution de prestations aux frais et risques du titulaire défaillant, le surcoût supporté par l'ATIH, correspondant à la différence entre le prix qu'il aurait dû régler au titulaire pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du titulaire défaillant, est déduit des sommes dues au titulaire au titre des prestations admises.

L'ATIH arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, elle le notifie ainsi arrêté au titulaire.

18.8. Paiement pour solde et règlements partiels définitifs

Dès l'admission des prestations, le titulaire adresse à l'ATIH sa demande de paiement.

Chaque bon de commande fait l'objet d'un paiement partiel définitif.

Par dérogation à l'article 11.7.2 du CCAG-PI, si le titulaire du marché ne produit pas sa demande de paiement dans un délai de quarante-cinq jours calendaires à compter de l'admission des prestations, l'ATIH peut, sans mise en demeure préalable, procéder d'office à la liquidation, sur la base d'un décompte établi par ses soins. Ce décompte est notifié au titulaire.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, l'acheteur public règle les sommes qu'il a admises. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire.

19. Pénalités de retard

Cet article déroge à l'article 14 du CCAG-PI.

Le titulaire s'engage à respecter les indicateurs liés au suivi des délais contractuels et à la qualité des livrables figurant à l'article 7.3 du CCTP.

Le suivi des indicateurs est effectué par le comité de pilotage qui constate les non-conformités au regard des exigences de l'ATIH indiquées ci-dessous.

Conformément à l'article 14.1 du CCAG-PI, lorsque l'ATIH envisage d'appliquer des pénalités liées au suivi des délais contractuels et/ou au suivi des indicateurs qualité des livrables, elle invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les non-respects des indicateurs de suivi concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'ATIH considère que les observations formulées par le titulaire en application du précédent alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités liées au suivi des délais contractuels et/ou au suivi des indicateurs qualité des livrables s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Le montant total des pénalités appliquées au titulaire, au cours d'une même période d'exécution du marché, est limité à 10 000 €.

En cas de non-respect des engagements, l'ATIH applique au titulaire les pénalités dans les conditions fixées ci-dessus et ci-après. Ces pénalités sont cumulables.

19.1. Pénalités liées au suivi des délais contractuels

En cas de non-respect des indicateurs de suivi des délais, le titulaire encourt, à l'issue des résultats de la procédure d'invitation décrite à l'article 19, les pénalités suivantes :

Délai contractuel	Délai maximum d'exécution ou de livraison	Formule	Exigence ATIH	Montant de la pénalité
Délai de fourniture d'une proposition détaillée et chiffrée (devis) à la suite d'une expression de besoin (demande de l'ATIH)	5 jours ouvrés à compter de la date de réception de la demande de l'ATIH ou 2 jours ouvrés en cas de demande urgente	Ecart entre la date prévisionnelle et la date réelle de livraison de la proposition détaillée et chiffrée (devis)	= 0	50 € par jour ouvré de retard
Délai de livraison des supports d'animation de réunion, d'atelier, d'entretiens... et des comptes rendu de suivi des prestations, des réunions, synthèse des échanges dans le(s) ateliers(s) et entretien(s)	Délai fixé aux articles 4.2.1, 5.1 et 5.2.2 du CCTP pour chaque type de livrable lié au suivi des prestations	Ecart entre la date prévisionnelle et la date réelle de livraison du support d'animation ou du compte-rendu	= 0	50 € par jour ouvré de retard
Délai de livraison des livrables documentaires (version définitive)	Délai d'exécution des prestations fixé dans le bon de commande	Ecart entre la date prévisionnelle et la date réelle de livraison du document	≤ 2 jours ouvrés	50 € par jour ouvré de retard

Les pénalités commencent à courir le jour ouvré suivant le jour où le délai contractuel est expiré.

Toute journée de retard entamée est due dans son intégralité.

Lorsque le dernier jour du délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit, à minuit.

19.2. Pénalités liées au suivi des indicateurs qualité des livrables

En cas de non-respect des indicateurs liés à la qualité des livrables, le titulaire encourt, à l'issue des résultats de la procédure d'invitation décrite à l'article 19, les pénalités suivantes :

Mesure	Formule	Exigence ATIH	Montant de la pénalité
Qualité des supports d'animation de réunion, d'atelier, d'entretiens... et des compte-rendu de suivi des prestations, des réunions, synthèse des échanges dans les ateliers(s) et entretien(s),	Nombre de livraisons nécessaires avant validation du support d'animation ou du compte-rendu	= 1	50 € par livraison supplémentaire
Qualité des livrables documentaires	Nombre de livraisons nécessaires avant validation du document	≤ 2	50 € par livraison supplémentaire

19.3. Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG-PI, en cas de non-respect des obligations de confidentialité et de protection des informations confidentielles impliquant ou non des données à caractère personnel, les pénalités ci-dessous seront appliquées sans mise en demeure préalable :

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à **0,5 % du montant exécuté du marché public** à la date de constatation du fait générateur ;
- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à **15 % du montant exécuté du marché public** à la date de constatation du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateur, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulaire.

19.4. Calcul et recouvrement des pénalités

Le montant des pénalités sera calculé à l'issue de chaque comité de pilotage puis sera notifié au titulaire.

Le recouvrement des pénalités sera effectué par l'émission d'un titre de recette.

20. Nantissement-Cession de créances

Le marché pourra être nanti ou cédé dans les conditions définies par les articles R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique.

Conformément à la loi n° 81-1 du 2 janvier 1981 facilitant le crédit aux entreprises (dite loi Dailly), la créance cédée ou nantie doit être notifiée au comptable public assignataire des paiements et l'exemplaire unique du marché doit être remis entre ses mains.

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable de l'ATIH.

La personne responsable pour fournir les renseignements prévus à l'article R 2191-60 du code de la commande publique est la personne responsable du pôle gestion et comptabilité de l'ATIH.

21. Sous-traitance

Conformément aux dispositions des articles L2193-1 à L2193-3 du code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties des services inclus dans le marché sous réserve d'avoir obtenu l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance par le représentant de l'ATIH.

L'acceptation et l'agrément des conditions de paiement doivent être demandés dans les conditions définies à l'article L2193-5 et des articles R 2193-1 à R2193-4 du code de la commande publique.

Le paiement direct d'un sous-traitant pour la partie du marché dont il assure l'exécution est obligatoire lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à **600 € TTC**.

En cas de sous-traitance du marché, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci.

22. Exécution aux frais et risques du titulaire – Résiliation

22.1. Exécution aux frais et risques du titulaire

Conformément à l'article 27 du CCAG-PI, l'ATIH se réserve le droit de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le présent marché, aux frais et risques du titulaire :

- soit lorsque le titulaire n'a pas déferé à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard ;
- soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire si la décision du résiliation le mentionne.

22.2. Résiliation

L'ATIH pourra procéder à la résiliation du marché dans les conditions prévues aux articles 36 à 42 du CCAG-PI.

23. Litiges et attribution de juridiction

En cas de litige survenant dans l'exécution du présent marché qui n'aurait pu être réglé dans le cadre des dispositions prévues au chapitre 43 du CCAG-PI, les deux parties entendent le soumettre à la juridiction administrative de Lyon.

24. Dérogations

Le présent marché déroge aux articles suivants du CCAG-PI :

Article du CCAP	Libellé de l'article	Article du CCAG-PI
8	Pièces constitutives du marché	4.1
9.1	Mise en œuvre du marché	3.7.2
9.3	Délai ou durée d'exécution des prestations	13.1.2

Article du CCAP	Libellé de l'article	Article du CCAG-PI
10	Conduite et suivi de l'exécution des prestations	3.4.1 et 3.4.3
12.2	Droits de l'ATIH	35.2.1 et 35.4.3
12.3	Droits du titulaire	35.3
16.1	Opérations de vérification	28.5
18.8	Paielement pour solde et règlements partiels définitif	11.7.2
19	Pénalités	14
19.3	Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité	14.2